# Sommaire

#### PREMIERE PARTIE : DOMAINE NATIONAL

1. Loi n°64-46 du 17 Juin 1964 relative au Domaine national (JO du 11 juillet 1964 p. 505 et s.) **;**
   1. Décret n°64-573 du 30 Juillet 1964 fixant les conditions d’application de la loi n°64- 46 du 11 Juin 1964 relative au Domaine national (JO du 29 août 1964, pp. 1123 et 1126). ;
   2. Décret n°64-574 du 30 juillet 1964 portant application de l’article 3 de la loi n°64- 46 du 17 Juin 1964, relative au domaine national autorisant, à titre transitoire, l’immatriculation au nom des occupants ayant réalisé une mise en valeur à caractère permanent (JO du 5 septembre 1964, p. 1167 et s.) ;
   3. Décret n°66-858 du 07 Novembre 1966 portant application de l’article 5 de la loi n°64-46 du 17 Juin 1964 relative au domaine national et fixant les conditions de l’administration des terres du domaine national à vocation agricole dans les zones urbaines (JO du 19 novembre 1966, p.1518) ;
   4. Décret n°72-1288 du 27 Octobre 1972 relatif aux conditions d’affectation et de désaffectation des terres du domaine national comprises dans les communautés rurales modifié (JO du 18 novembre 1972, p. 1894 ; JO du 11 janvier 1980, p. 1298 ; JO du 10 mai 1986, p. 198)
   5. Décret n°80-268 du 10 Mars 1980 portant organisation des parcours du bétail et fixant les conditions d’utilisation des pâturages (JO du 12 avril 1980, p.443 et s.) ;
   6. Décret n°87-720 du 04 juin 1987 portant reversement de certaines zones pionnières dans la zone des terroirs (JO n°5180 du 20 juin 1987, pp. 526-527) ;
2. Loi n°98-03 du 08 janvier 1998 portant Code forestier, modifiée par la loi n°2010-02 du 12 mars 2010 remplaçant les articles L47 et L48 de la loi n°98-03 du 08 janvier 1998 portant code forestier, relatifs aux feux de brousse (JO du 7 février 1998, p. 105 et s. ; JO du 12 juin 2010, pp.663 et 664) ;
   1. Décret n°98-164 du 20 Février 1998 portant application de la loi n°98-03 du 8 Janvier 1998 portant Code forestier (JO n°5800 du 09 mai 1998, pp. 361 à 369) ;
   2. Décret n°96-572 du 09 juillet 1996 fixant les taxes et redevances en matière d’exploitation forestière, modifié par le décret n°2001-217 du 13 Mars 2001 abrogeant et remplaçant l’article 3 du décret n°96-572 du 09 Juillet 1996 (JO du 20 juillet 1996, pp. 301 à 304 ; JO du 7 avril, p. 276) ;

#### DEUXIEME PARTIE : DOMAINE DE L’ETAT

1. Loi n°76-66 du 2 Juillet 1976 portant Code du Domaine de l’Etat (JO du 28 juillet 1976, pp. 1110 à1117), modifiée par la loi n°85-15 du 25 février 1985 (JO du 09 mars 1985, p. 139) ;
   1. Décret n°81-557 du 21 Mai 1981 portant application du Code du Domaine de l’Etat en ce qui concerne le Domaine Privé modifié (JO du 5 septembre 1981, pp. 818 à 831) ;
2. Loi n°87-11 du 24 Février 1987 autorisant la vente de terrains domaniaux destinés à l’habitation situés en zones urbaines (JO n° 5163 du 09 mars 1987, pp. 324 à 325) ;
   1. Décret n°87-271 du 03 Mars 1987 portant application de la loi n°87-11 du 24 Février 1987 autorisant la vente de terrains domaniaux situés en zones urbaines destinés à l’habitation (JO du 14 mars 1987, pp. 325 à 327) ;
   2. Décret n°88-826 du 14 Juin 1988 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du Décret n°87-271 du 03 Mars 1987 portant application de la loi n°87-11 du 24 Février 1987 autorisant la vente de terrains domaniaux destinés à l’habitation situés en zones urbaines ;
3. Loi n°94-64 du 22 Août 1994 autorisant la vente de terrains domaniaux à usage industriel ou commercial (JO n°5595 du 27 1994) ;
   1. Décret n°95-737 du 31 Juillet 1995 portant application de la loi n°94-64 du 22 Août 1994 autorisant la vente de terrains domaniaux à usage industriel et commercial (JO n°5651 du 09 septembre 1995, p. 378 à 379) ;
4. Loi n°95-12 du 07 Avril 1995 autorisant la vente du domaine privé immobilier bâti de l’Etat à usage d’hôtels ou de réceptifs touristiques et de ses dépendances ;
5. Loi n°74-20 du 24 juin 1974 portant classement du réseau routier national et fixant le régime domanial de ce réseau (JO du 4367 du 20 juillet 1974) ;
   1. Décret n°74-718 du 19 juillet 1974 relatif au classement du réseau national (JO n°4373 du 17 août 1974, pp. 1322 à 1325) ;
   2. Décret n°2010-1445 du 4 novembre 2010 relatif à la pose ou dépose de conduites diverses et à l’occupation de l’emprise des routes et voies du réseau routier classé (JO du 5 février 2011, pp. 131 à 134);
6. Décret n°2010-399 du 23 mars 2010 abrogeant le décret n°60-36/MF du 26 janvier 1960 portant fixation du taux des redevances pour occupation temporaire du domaine public de l’Etat, portant fixation du barème des redevances pour occupation temporaire du domaine public de l’Etat (JO du 24 juillet 2010, pp. 799 à 802) ;
7. Décret n°2010-400 du 23 mars 2010 portant barème des prix du loyer pour occupation du domaine privé immobilier de l’Etat (JO du 03 mai 2010, numéro spécial, pp. 471 à 487) ;

#### TROISIEME PARTIE : TITRES APPARTENANT AUX PARTICULIERS

1. Loi n°2011-06 du 30 mars 2011 portant transformation des permis d’habiter et titres similaires en titres fonciers (JO. du 25 juin 2011, pp. 683 à 685) ;
   1. Décret n°2012-1270 du 08 novembre 2012 portant application de la loi n°2011-06 du 30 Mars 2011 portant transformation des permis d’habiter et titres similaires en titres fonciers ;
2. Loi n°2011-07 du 30 mars 2011 portant régime de la propriété foncière (JO du 13 août 2011, pp. 1047 à 1059) ;
3. Loi n°66-70 du 13 Juillet 1966 portant Code des Obligations Civiles et Commerciales, Deuxième partie relative aux contrats spéciaux : la vente et les autres contrats translatifs de propriété, Extrait, (JO n°3843 du 29 août 1966) ;
4. Loi n°2013-04 du 08 juillet 2013 abrogeant et remplaçant la loi n°77-85 du 10 août 1977 soumettant à autorisation préalable certaines transactions immobilières et instituant un régime de déclaration préalable aux transactions portant sur un immeubles ou un droit réel immobilier;
   1. Décret n°77-754 du 20 Septembre 1977 fixant les conditions d’application de la loi n°77-85 du 10 Août 1977 (JO du 22 octobre 1977, p. 1313) ;
5. Loi n°88-04 du 16 juin 1988 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (JO n°5243 du 09 juillet 1988, pp. 407 à 411) ;
   1. Décret n°2002-160 du 15 février 2002 portant application de la loi n°88-04 du 16 juin 1988 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (JO. du 15 juin 2002, pp.1263 à 1271) ;
6. Décret n°2010-439 du 6 avril 2010 abrogeant et remplaçant le décret n°88-74 du 18 janvier 1988 fixant le barème du prix des terrains nus et des terrains bâtis, applicable en matière de loyer (JO du 3 mai 2010, numéro spécial, pp. 455 à 471) ;

#### QUATRIEME PARTIE : EXPROPRIATION POUR CAUSE D’UTILITE PUBLIQUE

1. Loi n°76-67 du 02 Juillet 1976 relative à l’expropriation pour cause d’utilité publique et aux autres opérations d’utilité publique (J.O n°4506 du 28 juillet 1976), modifiée par la loi n°85- 02 du 03 janvier 1985 remplaçant le premier alinéa de l’article 31 de la loi n°76-67 du 02 juillet 1976 et la loi n°2005-20 du 05 août 2005 abrogeant et remplaçant l’article 4 de la loi n°76-67 du 02 juillet 1976 (JO n°5053 du 25 décembre 1985 et JO n°6242 du 17 septembre 2005) ;
   1. Décret n°77-563 du 03 Juillet 1977 portant application de la loi n°76-67 du 02 Juillet 1976 relative à l’expropriation pour cause d’utilité publique et aux autres opérations foncières d’utilité publique (JO du 30 juillet1977, pp. 990 à 992) ;

#### ANNEXES

1. Déclaration Universelle des Droits de l’Homme et du Citoyen de 1789 (Extrait), J.O n°5963 du 22 janvier 2001 ;
2. Loi n°2001-03 du 22 janvier 2001 portant Constitution du Sénégal (extrait) ;
3. Loi n°96-06 du 22 Mars 1996 portant Code des Collectivités Locales (JO du 22 mai 1996, p. 195 et s.), modifiée par la Loi n°2008-22 du 25 juillet 2008 complétant les articles 252 et

258 de la loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales (J.O. n°6427 du 20 septembre 2008), Extrait ;

1. Loi n°96-07 du 22 Mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, modifiée notamment par les lois n°2002-15 du 15 avril 2002, n°2004-31 du 25 août 2004 (JO n°6187 du 16 octobre 2004, p.1564) et 2007-07 du 12 février 2007), Extrait ;
   1. Décret n°96-1130 du 27 décembre 1996 portant application de la loi de transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière de gestion et d’utilisation du domaine privé de l’Etat, du domaine public et du domaine national (J.O n°5722 du 27 décembre 1996, numéro spécial, pp. 566 à 568) ;
2. Loi n°2004-16 du 4 juin 2004 portant loi d’orientation agro-sylvo-pastorale (JO du 14 août 2004, pp. 1266 à 1276) ;
3. Loi n°2005-01 du 11 janvier 2005 relative aux couleurs des murs et des façades des immeubles implantés le long des voies publiques (JO du 5 février 2005, pp. 117 à 118);
4. Loi n°2008-43 du 20 août 2008 (JO du 15 novembre 2008, pp. 1093 à 1107), modifiée par la loi n°2009-26 du 8 juillet 2009 portant modification de l’article 68 du Code de l’urbanisme (JO du 24 octobre 2009, p. 1172) ;
   1. Décret n°2009-1450 du 30 décembre 2009 portant partie réglementaire du Code de l’urbanisme (JO du 8 mai 2010, pp. 497 à 554) ;
   2. Décret n°96-1138 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d’urbanisme et d’habitat (J.O n°5722 du 27 décembre 1996, numéro spécial, pp. 586 à 587) ;
5. Loi n°2009-23 du 08 juillet 2009 portant Code de la construction, (JO du 03 octobre 2009, pp. 1097 à 1120) ;
   1. Décret n°2010-99 du 27 janvier 2010 portant application de la loi n° 2009-23 du 8 juillet 2009 portant Code de la construction (JO n°6525 du 08 mai 2010) ;
6. Décret n°2007-868 en date du 7 août 2007 portant création au sein de la Gendarmerie nationale d’une section spéciale chargée de la surveillance domaniale (JO n°6381 du 22 décembre 2007);
7. Décret n°2012-396 du 27 mars 2012 instituant le Numéro d’Identification Cadastral (NICAD) et précisant ses modalités de mise en œuvre (JO n°6672 du 23 juin 2012) ;
8. Arrêté n°8871/MEF/MDB/DGID du 25 octobre 2004 fixant les coefficients de correction de la valeur des immeubles prévus à l’article 888 alinéa 3 du Code Général des Impôts (JO du 27 novembre 2004, p. 1711) ;